

L'élection fédérale de 1993 : le comportement électoral des Québécois

André Blais, Neil Nevitte, Elisabeth Gidengil, Henry Brady et Richard Johnston

Numéro 27, printemps 1995

L'élection fédérale canadienne de 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040369ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040369ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1189-9565 (imprimé)

1918-6592 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Blais, A., Nevitte, N., Gidengil, E., Brady, H. & Johnston, R. (1995). L'élection fédérale de 1993 : le comportement électoral des Québécois. *Revue québécoise de science politique*, (27), 15–49. <https://doi.org/10.7202/040369ar>

Résumé de l'article

L'article examine la dynamique de la campagne ainsi que les facteurs qui ont influencé le vote chez trois blocs d'électeurs : les non-francophones, les francophones souverainistes et les francophones non souverainistes. L'analyse se fonde sur les données recueillies dans le cadre de l'Étude sur l'élection canadienne de 1993. On montre que la raison première du succès du Bloc québécois réside dans l'appui indéfectible que lui ont accordé les souverainistes. Le Bloc a également réussi à obtenir l'appui d'une fraction des non souverainistes les plus nationalistes, des jeunes qui étaient insatisfaits des partis traditionnels et de ceux dont la situation économique s'était détériorée. Finalement, le Bloc a profité de la popularité personnelle de Lucien Bouchard.

L'ÉLECTION FÉDÉRALE DE 1993 : LE COMPORTEMENT ÉLECTORAL DES QUÉBÉCOIS*

André Blais

Université de Montréal

Neil Nevitte

Université de Toronto

Elisabeth Gidengil

Université McGill

Henry Brady

Université de la Californie

Richard Johnston

Université de la Colombie-Britannique

* Les auteurs tiennent à remercier Claude Blanchette pour l'analyse des données et Daniel Guérin pour la traduction française de cet article. Cette recherche a été financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

André Blais, dép. de science politique, Université de Montréal, C.P. 6128, Succ. Centre-Ville, Montréal (Québec), H3C 3J7, Neil Nevitte, dep. of political science, University of Toronto, 100, St-George Street, Toronto (Ontario), M5S 1A1, Elisabeth Gidengil, dep. of political science, Université McGill, 855, rue Sherbrooke ouest, Montréal (Québec), H3A 2T7, Henry Brady, dep. of political science, University of California, Berkeley, California, 94720, U.S.A. et Richard Johnston, dep. of political science, University of British Columbia, # 472 - 1866 Main Mall, Vancouver, British Columbia, V6T 1W5.

L'article examine la dynamique de la campagne ainsi que les facteurs qui ont influencé le vote chez trois blocs d'électeurs : les non-francophones, les francophones souverainistes et les francophones non souverainistes. L'analyse se fonde sur les données recueillies dans le cadre de l'Étude sur l'élection canadienne de 1993. On montre que la raison première du succès du Bloc québécois réside dans l'appui indéfectible que lui ont accordé les souverainistes. Le Bloc a également réussi à obtenir l'appui d'une fraction des non souverainistes les plus nationalistes, des jeunes qui étaient insatisfaits des partis traditionnels et de ceux dont la situation économique s'était détériorée. Finalement, le Bloc a profité de la popularité personnelle de Lucien Bouchard.

L'élection fédérale de 1993 au Québec est remarquable d'un double point de vue historique. Pour la première fois, un nouveau parti, le Bloc québécois, récoltait les deux tiers des sièges à Ottawa avec l'appui quasi majoritaire de la population. Autre fait sans précédent, l'objectif avoué de la principale formation politique élue pour représenter le Québec à la Chambre des communes est de séparer la province du reste du Canada. Par leur vote historique, les Québécois ont rehaussé d'un cran l'importance de l'élection fédérale de 1993. Malgré ce résultat dépourvu d'ambiguïté, du moins en apparence, une question demeure : les Québécois ont-ils agi avec l'idée bien nette de faire monter les enchères constitutionnelles, ou doit-on plutôt interpréter leur comportement à l'élection de 1993 comme un vote motivé par un contexte économique peu reluisant et par des partis traditionnels peu attrayants en termes de politiques publiques et de leadership?

On ne pourra apporter des réponses tranchées à toutes ces questions. Cela tient au fait que les motifs à l'origine du vote ont varié de façon sensible d'un groupe d'électeurs à l'autre. Certains d'entre eux ont accordé leur appui au Bloc en raison précisément de son orientation souverainiste, d'autres l'ont fait malgré la position constitutionnelle du parti alors qu'un troisième groupe l'a appuyé sous l'inspiration de motifs tout à fait étrangers à la souveraineté. Pour un quatrième groupe, enfin, l'appui au Bloc traduit une variété de

motivations. Cependant, une telle complexité n'invalide pas toute tentative d'interprétation du vote québécois à l'élection de 1993. Il demeure quand même possible d'évaluer le poids relatif des diverses motivations dans les divers groupes d'électeurs.

L'appui massif au Bloc québécois ne résume pas à lui seul l'élection fédérale de 1993 au Québec. N'oublions pas la bataille pour la seconde place entre libéraux et conservateurs. En début de campagne, les deux partis s'engagèrent dans une lutte serrée, jusqu'à ce que le Parti conservateur ne glisse assez rapidement au troisième rang. Pourquoi un tel effondrement? L'appui au Parti conservateur était-il fragile au point d'être condamné à ce déclin sans appel, ou doit-on plutôt voir dans cette chute les conséquences de certains événements de la campagne, par exemple la déclaration malheureuse de Kim Campbell au sujet des programmes sociaux?

En ce qui regarde le Parti libéral, la principale question se rapporte à leur chef Jean Chrétien. Traditionnellement, les Québécois ont apporté leur appui aux partis dont le leader était un Québécois (Nadeau et Blais, 1993). Lors de cette élection-ci, la popularité de Chrétien était même inférieure à celle de Kim Campbell en début de campagne. Qu'est-ce que les Québécois n'appréciaient pas chez lui? Jusqu'à quel point la perception de sa trahison du Québec durant les négociations constitutionnelles de 1981 est-elle ancrée dans l'électorat québécois?

La première partie de cet article s'intéresse à la dynamique de la campagne. Notre analyse met l'accent sur le Parti conservateur, qui a subi la chute la plus dramatique, et nous chercherons à déterminer si son effondrement peut être attribué à certains événements de la campagne. Nous examinerons ensuite la performance du Bloc et du Parti libéral dans le but de déceler laquelle des deux formations politiques a le plus bénéficié du déclin du Parti conservateur et pourquoi.

La deuxième partie scrutera les déterminants du vote en tant que tel. Dans le sillage de notre analyse du Référendum de 1992 (Blais et Gidengil, 1993), nous nous sommes intéressés à trois blocs distincts d'électeurs: les non-francophones, les francophones souverainistes et les

francophones non souverainistes. Nous examinerons le comportement électoral de chacun de ces groupes, avec un accent particulier sur les francophones non souverainistes en raison de leur rôle clé dans l'issue de l'élection.

L'analyse se fonde sur les données recueillies dans le cadre de l'Étude sur l'élection canadienne de 1993, dont la réalisation sur le terrain est due à l'Institute for Social Research de l'Université York. Un total de 3 775 entrevues (1 007 au Québec) furent réalisées pendant la campagne électorale entre le 10 septembre et le 24 octobre, le tout étant effectué au rythme moyen de 84 entrevues par jour (taux de réponse de 65%). En outre, 3 348 entrevues post-électorales ont été réalisées (864 au Québec), ce qui donne un taux de rappel de 89%. Finalement, 2 209 répondants (563 au Québec) ont retourné un questionnaire auto-administré.

1. LA DYNAMIQUE DE LA CAMPAGNE

Le tableau 1 présente les résultats de l'élection au Québec. Le Bloc, avec l'appui de la moitié des électeurs, a récolté 54 sièges. Les libéraux ont recueilli 33% des suffrages et remporté la victoire dans 19 circonscriptions, alors que les conservateurs se contentaient d'un maigre 14% et d'un seul député, Jean Charest.

Tableau 1 : Résultats de l'élection au Québec

	Votes (%)	Sièges (N)
Bloc Québécois	50	54
Parti Libéral	33	19
Parti Conservateur	14	1
Nouveau Parti Démocratique	2	0
Autres	3	1

Le graphique 1 montre l'évolution des intentions de vote pendant la campagne. Soulignons que ce graphique est basé sur de petits échantillons, 18 répondants en moyenne dévoilant leur intention de vote un jour donné. Nous avons donc utilisé la technique des moyennes mobiles calculées sur 7 jours, augmentant ainsi l'unité échantillonnale de base à plus de 100 répondants. Il n'en demeure pas moins que les résultats concernant la dynamique électorale doivent être interprétés avec prudence compte tenu de l'erreur échantillonnale importante qui subsiste.

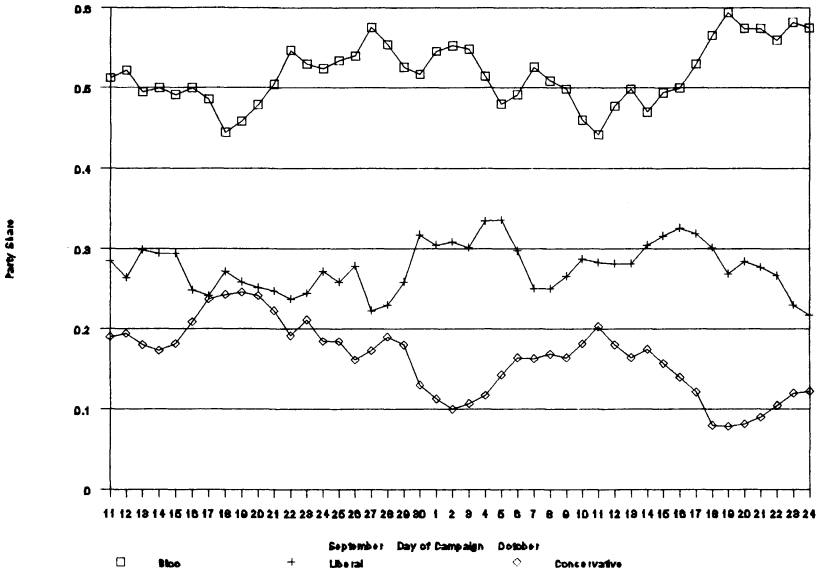
Notons que nos sondages ont eu tendance à surestimer l'appui au Bloc et à sous-estimer le vote libéral. Vers la fin de la campagne, le Bloc enregistrait 58% des intentions de vote, comparativement à son résultat de 50% lors de l'élection, alors que les libéraux se voyaient crédités d'un appui s'élevant à 22%, en déficit de onze points par rapport à leur résultat le jour de l'élection.

Le graphique 1 révèle que l'appui au Bloc a augmenté vers le 20 septembre, marquant un recul momentané dans les environs du 10 octobre avant d'entreprendre une nouvelle remontée dans la dernière semaine de la campagne. Quant aux libéraux et aux conservateurs, ils s'engagèrent dans une lutte serrée pour l'obtention de la deuxième place¹. Le déclin des conservateurs s'amorça vers le 20 septembre pour se poursuivre de façon progressive jusqu'à la fin du mois. Dans les dix premiers jours d'octobre, les conservateurs connurent un semblant de redressement, bientôt suivi par une autre chute. De leur côté, les libéraux ont fait la plus grande partie de leurs gains vers la fin de septembre et le début d'octobre².

1. Le graphique 1 montre l'existence d'une solide avance libérale entre le 11 et le 16 septembre. En fait, cette avance doit être circonscrite aux deux premiers jours du sondage (les 11 et 12 septembre), et encore elle n'est pas apparue dans les autres sondages réalisés pendant cette période. Il semble plus probable que le Parti conservateur et le Parti libéral aient été plus ou moins à égalité au lancement de la campagne.

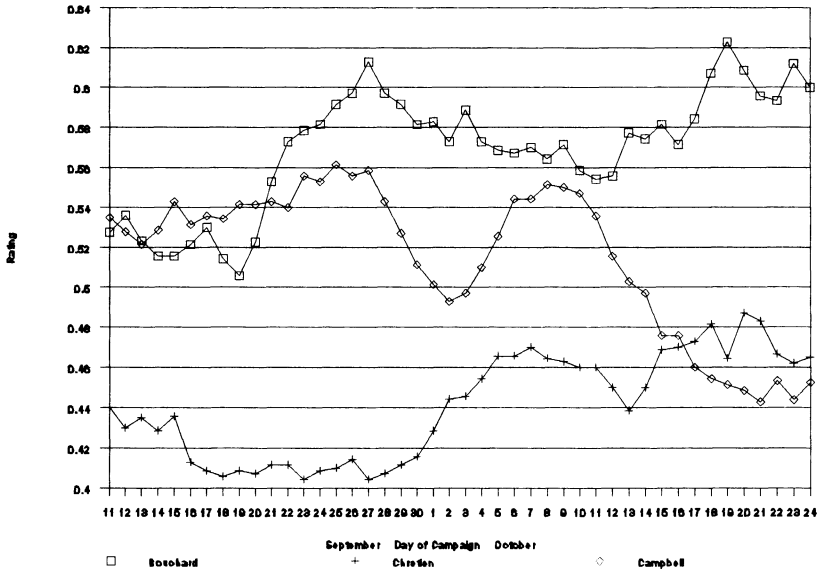
2. Les données semblent indiquer que le Parti libéral aurait eu tendance lui aussi à reculer dans les derniers jours de la campagne, mais nous avons des raisons de croire qu'il s'agit là de variations dues aux erreurs échantillonnales. Si nous examinons le vote tel que rapporté dans l'enquête

Graphique 1 : Intentions de vote



postélectorale en fonction du jour de l'entrevue durant la campagne, la proportion de l'échantillon quotidien indiquant avoir appuyé le Parti libéral est au dessus de 10% dans chacun des cas, à l'exception des répondants interviewés pour la première fois le 21 ou le 22 octobre. En retirant de l'analyse ces deux journées atypiques, la moyenne mobile atteint 33% des appuis au Parti libéral à la fin de la campagne.

Graphique 2 : Évaluation des chefs



Le graphique 2 fait voir les fluctuations dans les évaluations des leaders durant la campagne. Le mouvement de popularité envers Lucien Bouchard s'est amorcé vers le 20 septembre, au moment même où l'appui au Bloc prenait son envol dans l'électorat. Au début d'octobre, Bouchard et son parti connurent un léger recul de leur faveur auprès des électeurs québécois, avant de remonter à nouveau dans la dernière semaine de la campagne. Au départ, Kim Campbell a obtenu des scores aussi bons que ceux de Bouchard. Ces perceptions favorables s'effondrèrent vers la fin de septembre, suivant apparemment le déclin déjà amorcé dans les intentions de vote conservatrices. Les évaluations de la chef conservatrice connurent ensuite un certain redressement au début d'octobre, avant de chuter abruptement dans les deux dernières semaines. Quant au chef libéral Jean Chrétien, sa cote de popularité fut extrêmement faible tout au long du mois de septembre, avant de s'améliorer dans la première semaine d'octobre pour atteindre un niveau qui demeurera à peu près constant par la suite.

Examinons maintenant l'évaluation des chefs en regard de certaines caractéristiques plus spécifiques. Des données non publiées ici montrent les fluctuations des évaluations en ce qui a trait à la force du leadership et à la faculté d'inspirer la confiance³. On constate que les évaluations de la force du leadership ont enregistré des mouvements plus importants que ceux de la dimension confiance. Par exemple, Kim Campbell a perdu 20 points sur l'échelle de la force du leadership durant la campagne alors qu'elle accusait un recul deux fois moindre sur celle de la confiance. De même, Jean Chrétien a vu la cote d'évaluation de son leadership s'améliorer, sans que cela ne s'accompagne d'un rehaussement de la confiance à son endroit. Il est également intéressant de noter que le score évaluant le leadership de Jean Chrétien a augmenté au cours

3. Ces deux traits sont ceux qui ont présenté la plus forte corrélation avec les évaluations générales des leaders. La question demandait si un trait donné décrivait tel chef très bien, assez bien, pas très bien ou pas bien du tout. Les réponses furent transposées sur une échelle allant de 0 (pas bien du tout) à 1 (très bien).

de la dernière semaine de la campagne sans que son évaluation globale se soit améliorée pour autant.

Ces graphiques nous fournissent un portrait général des mouvements d'opinion qui se sont succédé durant la campagne. Jusqu'à quel point ces fluctuations peuvent-elles être mises en relation avec des événements spécifiques de la campagne? Dans le but de répondre à cette question, nous nous tournons maintenant vers l'analyse en série chronologique des intentions de vote et des évaluations des leaders.

Quatre dates semblent particulièrement importantes: celle du 23 septembre, le jour où Kim Campbell déclare que le débat sur les programmes sociaux constitue un sujet trop important pour qu'on l'aborde en campagne électorale; le 3 octobre, le jour du débat télévisé en français; le 14 octobre, la journée où les conservateurs lancent à la télévision une publicité négative mettant l'accent sur les défauts physiques de Jean Chrétien; enfin, le 16 octobre, le jour où Kim Campbell tient des propos blessants pour Brian Mulroney et Jean Charest à l'occasion d'une entrevue avec le journal *La Presse* et que le journal *The Gazette* fait état d'allégations relatives à des problèmes d'alcoolisme dans la famille de Lucien Bouchard.

Le tableau 2 présente les résultats de cette analyse en série chronologique. Les variables dépendantes sont constituées par la proportion des intentions de vote recueillies par chaque parti une journée donnée et par les évaluations générales de chacun des leaders. Parmi les variables indépendantes, on retrouve la variable dépendante retardée, deux variables pour la proportion de répondants ayant voté pour les conservateurs et pour les libéraux en 1988 et une série de variables muettes identifiant les événements marquants de la campagne. Cette approche est celle que recommandent Price et Sanders (1993) dans leurs travaux sur la fonction de popularité du gouvernement britannique.

Les résultats du tableau 2 n'indiquent qu'un seul cas de figure où un mouvement significatif s'est produit tant dans les intentions de vote que dans les évaluations des chefs. Il s'agit de la période du 15 au 18 octobre, alors que les

Tableau 2 : L'impact des événements de la campagne : une analyse en série chronologique

	Intentions de vote Bloc	Intentions de vote Libéral	Intentions de vote Conservateur
15-18 oct.	+ .06 (.07)	+ .06 (.06)	-.11(.05)**
Var. dép. ret.	+ .11 (.15)	+ .16 (.14)	+ .39 (.13)**
Vote 88 : PC	-.21 (.16)	---	+ .30 (.11)**
Vote 88 : Libéral	-.73 (.26)**	+ .81 (.21)**	---
Constante	+ .68 (.12)**	+ .05 (.07)	+ .01 (.04)
\bar{R}^2	.10	.23	.28
h	+ .96	-.37	+ .23

	Évaluation Bouchard	Évaluation Chrétien	Évaluation Campbell
15-18 oct.	+ .02 (.03)	+ .05 (.03)*	-.07 (.03)**
Var. dép. ret.	+ .16 (.14)	-.00 (.15)	+ .31 (.14)**
Vote 88 : PC	+ .01 (.08)	---	+ .06 (.06)
Vote 88 : Libéral	-.32 (.12)**	+ .21 (.10)**	---
Constante	+ .54 (.09)**	+ .39 (.07)**	+ .34 (.08)**
\bar{R}^2	.15	.08	.21
h	+ 1.31	-1.04	-.05

* significatif au seuil .10 (test unilatéral)

** significatif au seuil .05 (test unilatéral)

intentions de vote conservatrices et les évaluations favorables de Kim Campbell ont accusé des baisses respectives de 11 et 7 points. La chute conservatrice semble avoir profité à la fois au Parti libéral et au Bloc, tandis que Chrétien voyait sa cote augmenter et que la popularité de Bouchard demeurait stable. L'explication la plus plausible de cette différence est que les électeurs ont réagi à la publicité négative sur Jean Chrétien de façon contraire aux attentes conservatrices.

Le résultat le plus surprenant est peut-être l'absence de faits à l'appui de la thèse selon laquelle la déclaration de Kim Campbell du 23 septembre aurait été un point tournant dans la campagne. Si certaines indications témoignent d'un recul des conservateurs à la suite de cette déclaration, on ne peut en dire autant de la cote attribuée à Campbell pendant cette période. Notre analyse ne fournit pas de fondement à l'hypothèse voulant que le 23 septembre soit considéré comme une date clé de la campagne.

2. LES DÉTERMINANTS DU VOTE

Lors de l'enquête postélectorale, 55% des répondants ont déclaré qu'ils avaient accordé leur vote au Bloc, 30% au Parti libéral et 11% au Parti conservateur. Nous devons garder ce biais à l'esprit lors des analyses à venir.

Comme nous l'avons soutenu ailleurs (Blais et Gidengil, 1993), la façon la plus fructueuse de décrire le comportement électoral des Québécois consiste à distinguer au départ trois groupes d'électeurs dont le vote est motivé par des facteurs bien distincts. Ces trois blocs sont les non-francophones, les francophones souverainistes et les francophones non souverainistes.

A. *Les non-francophones*

Les non-francophones, qui se définissent comme ceux n'ayant pas le français comme langue principale, représentent 18% de la population totale du Québec, un pourcentage qui correspond également à leur poids parmi les plus de vingt ans (Recensement de 1991). Si l'on considère que plusieurs d'entre eux n'ont pas la citoyenneté canadienne et ne sont

pas éligibles à voter, leur proportion dans l'électorat peut être ramenée à environ 15% (Pinard et Hamilton, 1984).

Dans notre échantillon, 72% des non-francophones ont accordé leur appui au Parti libéral, 13% ont voté pour le Bloc alors que les conservateurs recueillaient la faveur de 11% des électeurs de ce groupe. Les non-francophones ont donc appuyé largement le Parti libéral. Dans notre échantillon, la proportion du vote libéral est même plus importante chez les allophones que chez les anglophones. Toutefois, le petit nombre de ces électeurs dans l'échantillon empêche de généraliser en ce sens.

Les raisons expliquant le faible appui des non-francophones envers le Bloc sont assez évidentes. La grande majorité d'entre eux sont en fait fortement opposés à la souveraineté. En effet, 63% des non-francophones pensent que leur niveau de vie personnel serait beaucoup plus bas si le Québec se séparait, comparativement à 20% qui sont du même avis chez les francophones et 35% chez les francophones non souverainistes. La principale raison qui amène cette clientèle à voter libéral plutôt que conservateur est de nature historique — 54% des non-francophones s'identifient au Parti libéral — alors que les mêmes facteurs de désaffection qui ont précipité la chute du Parti conservateur à travers le Canada ont également joué un rôle au Québec.

B. Les francophones souverainistes

Le tableau 3 présente la distribution des opinions sur la souveraineté parmi les francophones. La question était la suivante: «Quelle est votre opinion sur la souveraineté du Québec, ce qui signifie que le Québec ne ferait plus partie du Canada? Êtes-vous très favorable, moyennement favorable, moyennement défavorable ou très défavorable?» La question précise que la souveraineté implique la séparation du Canada. Cette spécification conduit généralement à une réduction de l'appui à la souveraineté. Lors du Référendum de 1992, à l'occasion duquel nous avons réalisé un test sur la formulation de cette question, l'appui à la souveraineté a chuté de 8 points par rapport à une version de la question n'incluant pas cette précision.

Tableau 3 : Distribution des opinions sur la souveraineté chez les francophones

	(%)
Très favorable	19
Moyennement favorable	33
Moyennement défavorable	22
Très défavorable	21
Sans opinion	5
N	697

Parmi les Québécois francophones, une modeste majorité, soit 52%, appuie la souveraineté, tandis que 43% y sont opposés et que 5% n'ont pas d'opinion⁴. Dans l'ensemble de l'électorat, les choses sont évidemment différentes en raison de l'opposition massive des non-francophones à la souveraineté. Globalement, 45% appuient la souveraineté, 51% y sont opposés et 5% sont sans opinion.

Le tableau 4 illustre la relation entre l'appui à la souveraineté et le vote au sein de l'électorat québécois. Parmi les électeurs favorables à la souveraineté, 92% ont accordé leur vote au Bloc; le pourcentage atteint 98% chez ceux qui se disent très favorables à la souveraineté. Encore une fois, la raison principale qui amène un électeur souverainiste à accorder son appui au Bloc est évidente. De plus, les souverainistes ne présentaient aucune autre motivation à voter pour l'un des autres partis, le chef du Bloc étant très apprécié avec un score moyen de 73 (sur une échelle de 0 à 100) obtenu auprès des électeurs souverainistes, comparé à des

4. La question fut posée tant dans le questionnaire durant la campagne que dans celui ayant suivi l'élection. Nous avons choisi de recourir aux données du questionnaire postélectoral. La distribution des réponses était très similaire dans les deux questionnaires, le coefficient de corrélation entre les deux séries de réponses étant de 0,82.

scores de 49 et de 38 pour Jean Chrétien et Kim Campbell respectivement.

Tableau 4 : Opinion sur la souveraineté et intentions de vote chez les francophones

Vote	Opinion sur la souveraineté (%)				
	Très favorable	Moyen. favorable	Moyen. défavorable	Très défavorable	Sans opinion
Bloc Québécois	98	89	44	18	73
Libéral	1	3	25	58	11
Conservateur	0	5	26	19	16
Autres	1	3	4	5	0
N	112	194	115	123	26

Ces résultats indiquent que la grande majorité des électeurs appuyant le Bloc, soit 75% d'entre eux, sont favorables à la souveraineté. Pour la plus grande partie des électeurs, un vote pour le Bloc était synonyme d'appui à la souveraineté. Il n'en demeure pas moins que le Bloc a reçu un certain appui de la part des Québécois non souverainistes. Même si la part de cet appui ne représente que 24% de son électorat, il faut bien voir que le Bloc n'aurait récolté que 38% du vote (plutôt que 50%) s'il avait été privé de cette portion de l'électorat. C'est pourquoi il est crucial de comprendre le cheminement qui a conduit certains non-souverainistes à accorder leur appui au Bloc.

C. Les francophones non souverainistes

Les francophones non souverainistes constituent un groupe clé dans la compréhension du comportement électoral des Québécois. En vertu de l'appui massif dont il jouit de la part des souverainistes, le Bloc était plus ou moins assuré de recueillir 38% du vote. Mais pour rafler la majorité des sièges

au Québec, il devait aller chercher l'appui d'un certain nombre de non-souverainistes et/ou espérer que ceux-ci divisent leur vote entre le Parti libéral et le Parti conservateur.

En 1993, le Bloc a obtenu du succès sur les deux plans. Dans notre sondage postélectoral, 34% des francophones non souverainistes ont déclaré avoir appuyé le Bloc, tandis que 39% et 22% d'entre eux ont accordé leur vote respectivement au Parti libéral et au Parti conservateur.

1. L'influence des variables socio-démographiques

L'âge est la principale variable socio-démographique permettant de distinguer les électeurs du Bloc de ceux du Parti libéral et du Parti conservateur. Parmi les électeurs âgés entre 18 et 29 ans, 47% ont déclaré avoir appuyé le Bloc, ce pourcentage diminuant à 31% chez les plus de 30 ans. Les électeurs plus jeunes ont tendance à se montrer plus réceptifs envers les nouveaux partis comme le Bloc; le même phénomène a été observé pour le Parti québécois au début des années 70 (Blais et Nadeau, 1984) et pour le Crédit social au début des années 60 (Pinard, 1971). Les répondants plus âgés ont eu davantage tendance à voter libéral en 1993, 54% des électeurs de plus de 50 ans ayant opté pour ce parti.

Les autres variables socio-démographiques se sont avérées non significatives, sauf l'exception constituée par les électeurs à revenus élevés, qui ont été moins nombreux à voter pour le Bloc. Nous reviendrons à cette exception plus loin, au moment où nous examinerons le rôle de l'économie.

2. Sentiments d'attachement

Le groupe sur lequel nous mettons l'accent n'est pas favorable à la souveraineté. Cependant, ces électeurs manifestent un attachement variable au Canada et au Québec. Dans notre échantillon, 36% étaient plus attachés au Québec qu'au Canada, 16% l'étaient davantage au Canada alors que

48% ont déclaré un attachement égal aux deux⁵. Ces sentiments d'attachement ont une relation très étroite avec le vote: près de la moitié (49%) des électeurs déclarant un attachement plus fort envers le Québec ont voté pour le Bloc, alors que 63% des répondants manifestant un attachement plus grand au Canada ont accordé leur appui aux libéraux. Le Bloc est donc parvenu à obtenir le support d'un bon nombre d'électeurs qui, sans être favorables à la souveraineté, se définissent d'abord et avant tout comme Québécois. Nous tenterons d'identifier les considérations spécifiques qui les ont conduits à appuyer le Bloc. À l'opposé, les électeurs qui se voient d'abord et avant tout Canadiens ont voté massivement libéral.

3. L'influence de l'économie

Il serait fort surprenant que les considérations économiques n'aient joué aucun rôle lors de cette consultation électorale. Au moment de l'élection, n'observe-t-on pas un taux de chômage de 13%? De plus, l'analyse de l'histoire électorale canadienne suggère fortement que la performance du gouvernement sortant est durement affectée lorsque le chômage est à la hausse (Nadeau et Blais, 1993). Cela soulève deux questions: jusqu'à quel point l'effondrement des conservateurs est-il attribuable à l'économie? Deuxièmement, quelle est la part du vote bloquiste, chez les non-souverainistes, qui peut être qualifiée de vote de protestation économique?

Avant de proposer des réponses à ces questions, rappelons quelques précisions utiles (voir en particulier Lewis-Beck, 1988). La première clarification renvoie à la distinction entre évaluations égocentriques et évaluations sociotropiques. Les électeurs peuvent définir leur choix soit en se référant à leur situation financière personnelle (évaluation égocentrique), soit en fonction de la performance économique du pays ou de la province (évaluation sociotropique). Deuxièmement, nous

5. Nous avons observé une distribution similaire en 1992 (Blais et Gidengil, 1993).

pouvons distinguer entre évaluations rétrospectives et évaluations prospectives. Le premier concept renvoie aux perceptions des conditions économiques passées tandis que le second terme se rapporte aux anticipations en regard du comportement futur de l'économie. Notre étude inclut des questions d'orientation tant égocentrique que sociotropique, avec des versions rétrospective et prospective pour chaque type de mesure.

Notre analyse se concentre sur le vote bloquiste et sur le vote conservateur étant donné que le vote libéral ne semble pas avoir été influencé par les conditions économiques. Notre principale conclusion se résume aisément: on observe une relation étroite entre la situation personnelle des électeurs et leur vote. Ceux qui ont déclaré une détérioration de leur situation financière personnelle depuis un an —ils représentent environ la moitié de notre échantillon— ont accordé leur appui au Bloc dans une proportion de 41 %, comparativement à 26 % pour ceux qui ont vu leur situation s'améliorer ou demeurer la même. De la même façon, les conservateurs n'ont recueilli qu'un maigre 16% d'appui parmi ceux ayant connu une détérioration de leur situation, contre 28% parmi le groupe dont la situation s'est améliorée ou est demeurée semblable.

Il est clair que le gouvernement conservateur a souffert du ralentissement économique; les électeurs ayant subi une détérioration de leur situation financière ont été peu enclins à voter pour le Parti conservateur. Ces gens ont eu plus tendance à appuyer le Bloc que le Parti libéral, et nous tenterons de comprendre pourquoi un peu plus loin.

Il est frappant de constater que les évaluations égocentriques de type rétrospectif sont les seules à avoir été prises en compte par les électeurs. En effet, nous avons aussi regardé l'incidence potentielle des évaluations égocentriques et sociotropiques prospectives, mais aucune de ces perceptions ne s'est avérée significative pour expliquer le choix électoral. Il semble bien que le seul aspect significatif ait été la situation économique personnelle des gens. Plusieurs électeurs qui ont souffert personnellement de la mauvaise performance de l'économie ont voulu se débarrasser des conservateurs et ont décidé de se tourner vers un tout nouveau parti en appuyant le Bloc.

Le fait que les électeurs aient voté en fonction de leur situation économique personnelle plutôt qu'en fonction de l'état de l'économie du pays ou de la province est un résultat intuitivement satisfaisant. Cependant, il s'agit d'une conclusion assez surprenante dans la mesure où elle entre en contradiction avec ce qui a été observé dans d'autres études. Certains chercheurs ont en effet démontré que les évaluations sociotropiques étaient des déterminants beaucoup plus puissants du vote que les évaluations égocentriques (Lewis-Beck, 1988). De même, les jugements prospectifs auraient plus d'impact sur la décision électorale que les jugements rétrospectifs (MacKuen, Erikson et Stimson, 1992). Dans le contexte canadien, s'il est exact que Clarke et Kornberg (1992) ont mis en évidence l'impact des évaluations égocentriques rétrospectives sur l'appui au gouvernement conservateur, leur analyse a également établi que les jugements sociotropiques avaient un effet encore plus important.

Le jugement économique égocentrique des francophones québécois non souverainistes peut paraître quelque peu bizarre, et mérite en conséquence certaines explications. Il semble que, pour plusieurs électeurs, le fait de constater une détérioration de leur situation économique personnelle fut un élément suffisant pour les empêcher d'appuyer les conservateurs et pour les amener à envisager l'alternative offerte par le Bloc. Encore plus intrigante est l'absence de toute relation entre les jugements sur la situation économique personnelle et le rôle du gouvernement. Lorsqu'on leur a demandé si les politiques du gouvernement fédéral avaient eu pour effet d'améliorer, d'empirer ou de maintenir leur situation économique personnelle, 63% des francophones non souverainistes ont déclaré que cela n'avait pas fait beaucoup de différence. Parmi ceux dont la situation personnelle s'est détériorée, environ la moitié ont été enclins à imputer au moins une partie du blâme au gouvernement. Toutefois, ceux qui ont attribué une part de blâme au gouvernement n'ont pas eu tendance à voter en plus grand nombre pour le Bloc ou à moins appuyer le Parti conservateur.

Les premières colonnes des tableaux 5, 6 et 7 résument l'impact des variables considérées jusqu'à présent. On peut

voir que même en contrôlant l'effet des autres variables, les changements dans la situation financière personnelle des électeurs ont eu un effet puissant sur le vote; toutes choses étant égales par ailleurs, la probabilité de voter pour le Bloc augmente de 14 points de pourcentage quand un électeur est d'avis que sa situation s'est détériorée, alors que celle de voter pour le gouvernement sortant décroît de 12 points dans les mêmes circonstances⁶. Il est également intéressant de souligner que les électeurs à revenus élevés ont été moins portés à voter pour le Bloc. On peut noter que plusieurs personnes à revenus élevés ont déclaré une détérioration de leur situation financière lors de l'année précédente, sans que cela ne les incite pour autant à accorder leur appui au Bloc. Ce parti a donc été en mesure d'attirer des gens dont la situation économique n'était pas très favorable et ceux ayant connu une détérioration de leur situation.

Ces résultats suggèrent nettement l'existence d'une forte composante de protestation économique dans le vote bloquiste des francophones non souverainistes. Si aucune corrélation entre les conditions économiques et le vote ne peut être décelée au niveau des comtés (voir Guay, 1994), on peut observer au contraire une relation au niveau individuel, au moins parmi les francophones non souverainistes.

Les tableaux 5, 6 et 7 confirment de plus l'impact majeur des sentiments d'attachement manifestés par les clientèles du Bloc et du Parti libéral. En outre, on peut constater que l'appui plus important des jeunes à l'endroit du Bloc québécois et des cohortes plus âgées envers le Parti

6. Ces résultats se rapportent au vote tel que déclaré dans l'enquête postélectorale. Nous avons également procédé à des analyses préliminaires avec les intentions de vote telles qu'exprimées dans le questionnaire durant la campagne. Nous voulions vérifier plus spécifiquement si tout autre facteur — par exemple les conditions économiques, les évaluations d'enjeux ou des chefs — aurait pu avoir un impact plus important (ou moindre) sur les intentions de vote à mesure que la campagne progressait, en vertu d'un possible effet de «priming» que nous avons testé au moyen de variables interactives tenant compte du jour des entrevues. Ces analyses n'ont pas permis de déceler un tel effet de «priming».

Tableau 5 : Les déterminants du vote bloquiste (francophones non souverainistes)

Variables			
Jeunes	+ .18 (.07)**	+ .16 (.08)**	+ .20 (.09)**
Âgés	-.03 (.06)	-.00 (.06)	+ .01 (.07)
Bas revenus	-.08 (.07)	-.09 (.07)	-.10 (.07)*
Rev. élevés	-.20 (.07)**	-.15 (.07)**	-.16 (.07)**
Attachement	+ .71 (.15)**	+ .60 (.15)**	+ .37 (.18)**
Situation pire	+ .14 (.06)**	+ .11 (.06)**	+ .07 (.06)
TPS		-.32 (.10)**	-.19 (.11)**
Déficit		+ .05 (.10)	-.03 (.11)
Québec : moins d'attention		+ .21 (.08)**	+ .18 (.08)**
DEHORS		-.06 (.07)	-.03 (.08)
Bouchard			+ .67 (.18)**
Chrétien			-.05 (.20)
Campbell			-.29 (.14)**
Vote 88 : PC		-.05 (.08)	-.01 (.09)
Vote 88 : Libéral		-.19 (.08)**	-.11 (.09)*
Constante	+ .28 (.06)**	+ .44 (.09)**	+ .17 (.17)
\bar{R}^2	.13	.19	.25
N	259	257	209

* significatif au seuil .10 (test unilatéral)

** significatif au seuil .05 (test unilatéral)

Tableau 6 : Les déterminants du vote libéral (francophones non souverainistes)

Variables			
Jeunes	+ .02 (.08)	+ .01 (.08)	-.01 (.08)
Âgés	+ .24 (.07)**	+ .20 (.06)**	+ .10 (.07)*
Bas revenus	+ .04 (.07)	+ .02 (.06)	+ .05 (.07)
Rev. élevés	+ .10 (.08)*	+ .12 (.07)**	+ .09 (.07)*
Attachement	-.68 (.16)**	-.48 (.15)**	-.14 (.18)
Situation pire	-.02 (.06)	-.03 (.06)	-.00 (.06)
TPS		-.00 (.10)	+ .07 (.11)
Déficit		-.17 (.10)*	-.16 (.11)*
Québec : moins d'attention		-.14 (.08)**	-.14 (.08)*
DEHORS		+ .13 (.07)**	+ .12 (.07)*
Bouchard			-.70 (.18)**
Chrétien			+ .71 (.20)**
Campbell			-.18 (.14)*
Vote 88 : PC		-.03 (.08)	-.00 (.09)
Vote 88 : Libéral		+ .38 (.08)**	+ .31 (.08)**
Constante	+ .31 (.06)**	+ .29 (.09)**	+ .32 (.17)**
\bar{R}^2	.10	.25	.34
N	259	257	209

* significatif au seuil .10 (test unilatéral)

** significatif au seuil .05 (test unilatéral)

Tableau 7 : Les déterminants du vote conservateur (francophones non souverainistes)

Variables			
Jeunes	-.10 (.07)*	-.07 (.07)	-.03 (.07)
Âgés	-.13 (.06)**	-.13 (.06)**	-.04 (.06)
Bas revenus	+.05 (.06)	+.07 (.06)	+.05 (.06)
Rev. élevés	+.08 (.07)*	+.02 (.06)	+.05 (.06)
Attachement	+.01 (.14)	-.05 (.13)	-.10 (.16)
Situation pire	-.12 (.05)**	-.08 (.05)*	-.04 (.05)
TPS		+.36 (.09)**	+.18 (.10)**
Déficit		+.17 (.09)**	+.22 (.10)
Québec : moins d'attention		-.07 (.07)	-.03 (.07)
DEHORS		-.06 (.06)	-.07 (.07)
Bouchard			-.01 (.15)
Chrétien			-.55 (.17)**
Campbell			+.57 (.13)**
Vote 88 : PC		+.10 (.07)*	+.07 (.08)
Vote 88 : Libéral		-.11 (.07)**	-.09 (.08)
Constante	+.32 (.05)**	+.09 (.08)	+.19 (.15)
\bar{R}^2	.03	.16	.26
N	259	257	209

* significatif au seuil .10 (test unilatéral)

** significatif au seuil .05 (test unilatéral)

libéral ne peut être expliqué par des facteurs d'ordre économique. Les jeunes électeurs, en particulier, ont été plus nombreux à ressentir une détérioration de leur situation économique; ils ont toutefois accordé leur appui au Bloc dans une plus grande proportion, peu importe leur condition économique.

4. Les enjeux

Les explications économiques n'épuisent pas toutes les considérations sur les motivations du vote, pas plus dans cette élection-ci que dans les autres. Nous avons donc cherché à évaluer jusqu'à quel point les francophones non souverainistes ont opté pour un parti dont les positions sur les enjeux du jour se rapprochaient des leurs.

Nous avons examiné l'impact de six catégories d'enjeux: le continentalisme, le traditionalisme moral ainsi que certaines attitudes envers les autres groupes, le déficit, l'État-providence et la taxe sur les produits et services (TPS). Une analyse factorielle des items mesurant ces dimensions dans notre questionnaire durant la campagne et notre questionnaire postélectoral a établi que les électeurs structuraient leurs positions autour de ces six familles d'enjeux (Johnston, Brady et Nevitte, 1994)⁷.

Le tableau 8 présente le score moyen des électeurs bloquistes, libéraux et conservateurs sur chacune de ces dimensions. Aucune différence significative n'est apparue par rapport au traditionalisme moral et aux attitudes à l'endroit des autres groupes. Les électeurs conservateurs ont manifesté un continentalisme plus développé, se sont montrés plus sensibles au déficit, plus favorables à la TPS et moins enclins

7. L'analyse factorielle fut réalisée en intégrant l'échantillon hors Québec. Nous avons pensé qu'il serait bon d'utiliser pour le Québec les mêmes facteurs que ceux issus de l'analyse faite avec les répondants du reste du Canada, permettant ainsi de comparer les tendances entre les deux entités sociologiques. Voir Johnston, Brady et Nevitte (1994) pour des précisions supplémentaires. En ce qui concerne l'échelle des groupes minoritaires, nous avons éliminé la question se rapportant à ce qui devrait être fait pour les francophones ou pour le Québec, des indicateurs non pertinents pour les Québécois francophones.

à défendre l'État-providence. Les électeurs bloquistes ont tendance à être moins continentalistes et plus critiques envers la TPS. Collectivement, les électeurs libéraux ne présentent de résultats extrêmes sur aucune des échelles d'attitudes.

Tableau 8 : Score moyen des électeurs du Bloc, du PLC et du PC sur l'échelle d'attitudes (francophones non souverainistes)

	Bloc	Libéral	Conservateur
Continen- talisme	.48	.56	.61
Groupes minoritaires	.57	.54	.49
Tradition- lisme moral	.38	.41	.36
Déficit	.42	.41	.56
État- Providence	.68	.69	.61
TPS	.28	.37	.53

Il va sans dire que l'existence d'une corrélation entre des attitudes par rapport à un enjeu et le vote ne signifie pas nécessairement que cet enjeu est important pour un électeur. Par exemple, quelqu'un peut être en accord avec la TPS tout simplement parce que ce sont les conservateurs qui l'ont mise en place et que de toute façon, cette personne approuve tout ce que fait ce parti. Afin de contrôler le mieux possible cet effet de rationalisation, nous avons tenu compte du comportement électoral antérieur, plus spécifiquement du choix de l'électeur lors du scrutin de 1988⁸.

8. Nous avons utilisé comme variable contrôle le vote à l'élection de 1988 plutôt que l'identification partisane étant donné que cette dernière est susceptible d'évoluer durant la campagne et après l'élection, une caractéristique qui nous empêche de considérer cette variable comme

Nos analyses préliminaires indiquent que seulement deux enjeux — les déficits et la TPS — ont une relation avec le vote; ces deux attitudes sont celles qui ont été retenues pour les analyses ultérieures. Nous avons toutefois ajouté deux autres enjeux qui n'ont pas été mesurés directement par les échelles d'attitudes. Le premier a trait au traitement dont fait l'objet le Québec de la part du gouvernement fédéral. Nous avons demandé aux répondants s'ils pensaient que le fédéral avait accordé plus, moins ou la même attention au Québec qu'aux autres provinces. Parmi les francophones non souverainistes, la grande majorité (70%) ont répondu la même, 17% ont dit davantage et 13% ont soutenu que le Québec avait eu moins d'attention⁹. Nous nous sommes demandé si les électeurs qui ont répondu moins d'attention ont eu plus tendance à voter pour le Bloc. Effectivement, ce groupe d'électeurs a eu tendance à appuyer le Bloc dans une plus grande proportion, et cette tendance se maintient même après contrôle des variables du vote à l'élection de 1988 et des caractéristiques socio-économiques.

L'autre enjeu particulier qui a retenu notre attention est le chômage. Il a déjà été démontré que les chances de réélection d'un gouvernement dépendaient en grande partie de ce que le taux de chômage est en diminution ou en augmentation (Nadeau et Blais, 1993). Il semble également que le Parti libéral a obtenu du succès en soutenant, tout au long de la campagne, que le chômage constituait un enjeu plus urgent que le déficit. Et nous avons vu que ceux dont la situation économique personnelle s'était détériorée ont eu tendance à appuyer le Bloc en plus grand nombre.

Mais peut-on considérer la préoccupation du chômage comme un motif central dans la décision électorale individuelle? Un item de l'enquête mesurait cet enjeu. On demandait aux répondants s'ils étaient d'accord ou non avec l'énoncé suivant: «Tout gouvernement qui accepte un niveau

véritablement exogène.

9. Pour le Québec considéré globalement, la distribution des réponses est la suivante : 58 % la même, 25 % plus et 18 % moins (excluant la catégorie ne sais pas).

élevé de chômage mérite d'être défait». Parmi les francophones non souverainistes, 56% étaient d'accord et 17% fortement d'accord. Est-ce que de telles attitudes ont pu avoir une influence sur le vote?

La deuxième colonne des tableaux 5, 6 et 7 nous permet d'évaluer l'impact des divers enjeux sur le choix électoral. L'approbation de la TPS et la préoccupation à l'endroit du déficit sont associées au vote conservateur, même après contrôle du vote à l'élection de 1988. La TPS demeure une mesure extrêmement impopulaire¹⁰, et nos résultats indiquent qu'elle a été un facteur crucial dans l'effondrement des conservateurs. Encore plus intéressant est le fait que cette insatisfaction suscitée par la TPS a semblé profiter au Bloc plutôt qu'aux libéraux, et ce même si ces derniers avaient promis de replacer cette mesure impopulaire par une nouvelle taxe. Ce résultat est concordant avec la thèse du vote bloquiste en tant que vote de protestation, un constat qui ne vide pas pour autant l'appui au Bloc de toute substance. Nos résultats montrent de plus que la question du déficit fut débattue entre le Parti libéral et le Parti conservateur.

Enfin, nos résultats tendent à indiquer que pour certains électeurs, le niveau très élevé du taux de chômage fut une raison suffisante pour ne pas appuyer les conservateurs. Notre variable muette DEHORS prend la valeur de 1 pour les répondants qui sont fortement d'accord avec la proposition que tout gouvernement disposé à accepter un taux de chômage élevé mérite d'être battu. Même si on retrouve peu d'électeurs dans cette catégorie (17%), on constate qu'ils ont davantage tendance à appuyer le Parti libéral, même après inclusion d'une série de variables contrôles.

Mentionnons toutefois que ces attitudes ne sont pas très utiles pour expliquer les tendances observées précédemment. Elles ne peuvent rendre compte, en particulier, du succès plus considérable obtenu par le Bloc auprès des jeunes électeurs pas plus qu'elles ne peuvent expliquer la popularité du Parti libéral dans les groupes plus âgés. Toutefois, ceux qui ont connu une détérioration de leur

10. Seulement 19 % des Québécois étaient en accord avec cette mesure.

situation financière personnelle étaient en même temps plus opposés à la TPS et moins préoccupés par le déficit, ce qui peut expliquer leur plus grande propension à refuser leur appui aux conservateurs et à l'accorder au Bloc. En somme, l'impact des caractéristiques socio-économiques, des sentiments d'attachement envers les partis de même que les conditions économiques ont influé sur les choix électoraux sans que les attitudes par rapport aux enjeux ne viennent moduler fortement ces relations.

5. Les chefs

Qu'en est-il du rôle des chefs de partis? L'une des interprétations du vote des Québécois lors de cette élection veut que le Bloc ait remporté le scrutin au Québec parce qu'il avait le chef le plus populaire et que le Parti libéral a souffert de la piètre image de son leader Jean Chrétien. Jusqu'à quel point les évaluations des chefs ont-elles influencé le vote?

Nous avons demandé aux électeurs d'évaluer chacun des leaders sur une échelle de 0 à 100, 0 correspondant à une évaluation très défavorable et 100 à un jugement très favorable. Dans notre questionnaire postélectoral, les scores moyens, chez les francophones non souverainistes, furent de 58, 61 et 43 pour Bouchard, Chrétien et Campbell respectivement¹¹. Le fait marquant est que Bouchard ait réussi à obtenir un score équivalent à celui de Chrétien parmi les opposants à la souveraineté. Ce n'est pas une mince réussite pour le leader du Bloc.

Les évaluations des chefs ont eu un impact considérable sur le vote (voir troisième colonne des tableaux 5, 6 et 7). Il semble que le vote bloquiste ait reposé en grande partie sur les évaluations de Bouchard en tant que leader, tandis que le vote libéral et le vote conservateur ont été influencés respectivement par des comparaisons Chrétien/Bouchard et Chrétien/Campbell. Il est clair que les évaluations des chefs

11. Ces scores postélectoraux ont surestimé la popularité de Chrétien et sous-estimé celle de Campbell le jour de l'élection. Dans la dernière semaine de la campagne, les scores moyens (parmi les francophones non souverainistes) furent de 57, 57 et 47.

ont eu un effet plus important sur le vote que tout autre facteur considéré jusqu'à présent. Le succès du Bloc chez les non-souverainistes doit donc être attribué pour sa plus grande part à la popularité personnelle de Bouchard combinée à la faiblesse des scores qu'a obtenus Chrétien.

Les évaluations des chefs permettent-elles d'expliquer certaines des relations observées plus tôt? Oui, jusqu'à un certain point. Bouchard était plus populaire, contrairement à Chrétien, parmi ceux qui sont davantage attachés au Québec, et cette tendance permet d'expliquer une grande part de la relation observée entre les sentiments d'attachement et le vote. L'appui important au Parti libéral peut également être interprété, du moins en partie, par la plus grande popularité de Chrétien auprès des électeurs plus âgés. Enfin, l'opposition à la TPS a conduit les gens à ne pas voter pour le Parti conservateur en bonne partie parce que cela alimentait leurs évaluations négatives à l'endroit de Kim Campbell. C'est là un indice supplémentaire que la chef conservatrice a dû porter le fardeau de l'héritage qu'a laissé le gouvernement Mulroney.

Ces évaluations ne nous disent pas pourquoi tel ou tel leader est aimé ou non du public. L'une des façons d'explorer cette facette consiste à examiner les évaluations des chefs par rapport à certaines caractéristiques spécifiques de leur leadership. Nous avons demandé aux gens de se prononcer sur l'adéquation entre certaines étiquettes et chacun des leaders: agressif(ve), intelligent(e), ayant de la compassion, peut vraiment parler pour les femmes, manifeste un leadership fort, inspire la confiance et arrogant(e)¹². En procédant à une analyse de régression des évaluations générales des leaders par rapport aux perceptions des aspects spécifiques¹³, deux traits ressortent de façon particulière : la force du leadership et la confiance inspirée.

12. La première caractéristique fut mesurée uniquement dans le questionnaire postélectoral, les trois suivantes le furent dans le questionnaire durant la campagne tandis que les trois dernières l'ont été dans les deux.

13. Nous l'avons fait en utilisant, comme variables de contrôle supplémentaires, les variables les plus éloignées qui figurent aux tableaux 5, 6 et 7. Nous avons procédé à des analyses de régression distinctes pour les données de la campagne et post-élection.

On observe des différences substantielles entre les chefs sur chacun des deux traits. Kim Campbell est perçue et de loin comme le leader le plus faible, tandis que Jean Chrétien apparaît comme le chef inspirant le moins confiance. De son côté, Lucien Bouchard prend la tête sur chacune de ces dimensions¹⁴.

Poussant l'analyse un peu plus loin, nous avons testé diverses raisons spécifiques susceptibles d'expliquer les jugements portés sur les chefs. S'agissant de Jean Chrétien, l'une des interprétations possibles est que sa piètre performance résulte en grande partie de son rôle dans les négociations constitutionnelles de 1981 et dans la fameuse «nuit des longs couteaux». Nous avons demandé aux répondants s'ils étaient d'accord ou non avec l'énoncé suivant: «Jean Chrétien a trahi le Québec pendant les négociations constitutionnelles». Parmi les francophones non souverainistes, 33% étaient d'accord avec cette proposition. Les perceptions d'une trahison sont associées aux évaluations globales de Jean Chrétien et plus particulièrement aux jugements quant à la confiance qu'on lui accorde, après avoir contrôlé tous les autres facteurs. Il semble donc que ce soit là une partie du problème de Chrétien. Toutefois, cet aspect n'épuise pas toutes les autres considérations, tant s'en faut. Nos résultats suggèrent que, nonobstant l'élément trahison, le score moyen de Chrétien à l'échelle de la confiance aurait augmenté de seulement six points.

Qu'en est-il des jugements portés sur Kim Campbell? Deux possibilités méritent notre attention. Premièrement, il se peut que son français n'ait pas été jugé suffisamment bon. Nous avons demandé aux électeurs de dire s'il est important pour eux que le Premier ministre puisse parler très bien le français. La majorité des francophones non souverainistes (52%) ont répondu que cela était très important. Nous avons

14. Les scores moyens sur une échelle de 0 à 1 dans la dernière semaine de la campagne étaient :

	digne de confiance	leader fort
Bouchard	.62	.78
Campbell	.51	.46
Chrétien	.48	.71

également demandé aux répondants si Kim Campbell parlait le français très bien, assez bien, pas très bien ou pas bien du tout; 29% ont choisi les deux dernières catégories. Mais seulement 16% des gens étaient d'avis qu'il est important pour un Premier ministre de parler raisonnablement bien le français tout en estimant que le français de Kim Campbell laissait à désirer; de plus, ces gens n'ont pas pour autant accordé un score moindre à la chef conservatrice. On peut donc conclure que le français de Kim Campbell n'a pas constitué un handicap pour elle, du moins de la façon dont on l'a considéré ici.

La deuxième hypothèse à examiner est ce que nous appellerons le facteur Mulroney. Kim Campbell a tout tenté pour convaincre les Canadiens qu'elle était très différente de Brian Mulroney; en même temps, elle ne pouvait nier qu'elle avait fait partie elle-même du gouvernement Mulroney et qu'elle en avait appuyé les grandes politiques. Est-ce que la rancœur ressentie à l'endroit de Mulroney a continué d'être canalisée à travers le leadership de Campbell? Même parmi les francophones non souverainistes, les évaluations de Mulroney étaient plutôt basses, à un niveau moyen de 0,43. On a observé une corrélation assez forte (+0,32) entre les évaluations de Campbell et celles de Mulroney. De plus, la cote de Mulroney demeure un prédicteur puissant des sentiments envers Campbell, après avoir contrôlé le vote à l'élection précédente, les attitudes ainsi que les caractéristiques socio-économiques.

La somme de ces résultats montre que les évaluations des chefs sont des considérations prépondérantes dans la décision électorale. Lucien Bouchard a été largement perçu comme un leader fort, particulièrement lorsqu'on le compare à ses deux opposants, ce qui fut suffisant pour attirer plusieurs électeurs vers le Bloc, en particulier parmi ceux partageant des sentiments nationalistes. Chrétien a réussi à améliorer son image durant la campagne, bien qu'il n'ait pu se défaire de son image de leader relativement faible. Une partie de son impopularité peut être attribuée à son rôle dans les négociations constitutionnelles de 1981, mais plus corrosive

encore pour son image fut la perception qu'il était un politicien d'une autre époque n'ayant rien de neuf à proposer¹⁵.

6. Le vote stratégique

Le vote ne reflète pas toujours ni uniquement les préférences des électeurs. Dans un système pluralitaire, les électeurs peuvent en arriver à la conclusion que leur parti ou candidat préféré n'a aucune chance de gagner et qu'en conséquence il vaut mieux opter pour un second choix lorsque celui-ci a de meilleures chances de battre l'option la moins désirée. Cette forme classique de vote stratégique ne sera pas examinée dans cet article.

Nous allons plutôt mettre l'accent sur différents types de calculs stratégiques auxquels ont été conviés les électeurs, soit par le Parti conservateur en début de campagne, soit par les libéraux vers la fin de celle-ci. L'argument des conservateurs était simplement que le Québec avait besoin de ministres forts au sein du cabinet fédéral pour défendre ses intérêts. En conséquence, ils appelaient les Québécois à voter pour le parti susceptible de former le prochain gouvernement; or, il devint de plus en plus évident, à mesure que le jour de l'élection approchait, que la formation victorieuse serait le Parti libéral. Cette considération parvint à toucher plusieurs Québécois puisque 58% des francophones non souverainistes ont déclaré qu'il était très important que le Québec soit représenté par des ministres forts au sein du cabinet.

La question qui se pose est de savoir si cette opinion a eu quelque influence sur le vote. La réponse est non. Une majorité d'électeurs de chacun des trois partis, incluant le Bloc, étaient d'avis qu'il était très important d'avoir des ministres forts à Ottawa. Toutefois, lorsque nous ajoutons cette variable à celles déjà présentes dans les tableaux 5, 6 et 7, elle ne s'avère pas du tout significative. Plusieurs Québécois ont dit du bout des lèvres qu'ils étaient préoccupés par la représentation québécoise au sein du cabinet fédéral

15. Même si nous n'avions aucun indicateur direct de cette perception, il est révélateur que Chrétien ait obtenu ses scores les plus élevés auprès des électeurs les plus âgés.

sans que cela n'ait quelque influence sur leur vote. Alors qu'il existe certaines indications d'un effet «bandwagon» provisoire pendant l'élection fédérale de 1988 au Québec (Johnston, Blais, Brady et Crête, 1992), on n'en décèle aucune trace à l'élection de 1993.

3. CONCLUSION

Qu'est-ce qui explique le succès obtenu par le Bloc québécois à l'élection de 1993? La raison première est évidemment l'appui indéfectible que lui ont accordé les souverainistes, lui assurant par le fait même 40% du vote québécois. En ce sens, un vote en faveur du Bloc a signifié, pour la grande majorité des électeurs concernés, un appui à la souveraineté.

De plus, le Bloc a cherché à récolter des appuis supplémentaires parmi les non-souverainistes, et ces votes ont joué un grand rôle dans la performance générale du parti. Ces appuis reflétaient une grande variété de motivations. Premièrement, ils exprimaient une profonde insatisfaction à l'endroit des partis traditionnels, et c'est la raison pour laquelle le Bloc a beaucoup mieux réussi auprès des jeunes électeurs. Deuxièmement, le Bloc représentait une option attrayante pour les nationalistes québécois qui, sans être souverainistes, n'en ressentent pas moins un attachement plus fort à l'endroit du Québec qu'à l'endroit du Canada, et qui en plus sont d'avis que la province ne reçoit pas suffisamment d'attention de la part du gouvernement fédéral. Troisièmement, il s'agissait aussi d'un vote de protestation économique, amenant les électeurs les plus affectés au plan économique à appuyer le Bloc en plus grand nombre. Le Bloc est également parvenu à canaliser la frustration provoquée par diverses politiques conservatrices, particulièrement la TPS. Enfin, son succès parmi la clientèle non souverainiste s'explique en partie par les perceptions négatives de Jean Chrétien et de Kim Campbell, tous deux perçus comme des leaders faibles. Mis ensemble, ces divers facteurs ont été suffisants pour rehausser le vote bloquiste de 40 à 50%.

Pour sa part, le Parti libéral a pu compter sur la loyauté traditionnelle de la population non francophone et des

francophones non souverainistes plus âgés. En choisissant l'emploi comme principal enjeu de la campagne, ils ont également marqué des points. Leur plus grand handicap fut sans doute l'impopularité de leur chef Jean Chrétien, largement perçu dans l'électorat comme un politicien issu d'une autre époque.

Le Parti conservateur, de son côté, fut durement frappé par l'état de l'économie et par certaines politiques impopulaires, principalement la TPS. Obtenant un certain succès en début de campagne grâce à l'image favorable projetée par leur chef Kim Campbell, les conservateurs ont vu cet appui s'effriter rapidement, de la même façon qu'ils ont assisté à leur chute inexorable dans le reste du Canada.

Bibliographie

- Blais, André, Jean Crête et Guy Lachapelle, «L'élection québécoise de 1985: un bilan des sondages», *Revue canadienne de science politique*, vol. 19, 1986, p. 325-337.
- Blais, André et Elisabeth Gidengil, «The Quebec Referendum: Why Did Quebeckers Say No?», Communication présentée au Congrès annuel de l'Association canadienne de science politique, Ottawa, 1993.
- Blais, André et Richard Nadeau, «L'appui au Parti québécois: l'évolution de la clientèle de 1970 à 1981», dans Jean Crête (dir.) *Comportement électoral au Québec*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1984.
- Clarke, Harold D. et Allan Kornberg, «Support for the Canadian Federal Progressive Conservative Party since 1988: The Impact of Economic Evaluations and Economic Issues», *Revue canadienne de science politique*, vol. 25, 1992, p. 29-53.
- Guay, Jean H., «Les résultats électoraux au Québec», dans Denis Monière et Jean Guay (dir.) *La bataille du Québec, Premier épisode: les élections fédérales de 1993*, Montréal, Fides, 1994.
- Johnston, Richard, André Blais, Henry E. Brady, et Jean Crête, *Letting the People Decide: Dynamics of a Canadian Election*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1992.
- Johnston, Richard, Henry E. Brady et Neil Nevitte, «Campaign Dynamics in 1993: Liberals, Conservatives, and Reform», Communication présentée au Congrès annuel de l'Association canadienne de science politique, Calgary, 1994.

- Lewis-Beck, Michael S., *Economics and Elections: The Major Western Democracies*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1988.
- MacKuen, Michael B., Robert S. Erikson et James A. Stimson, «Peasants or Bankers? The American Electorate and the U.S. Economy», *American Political Science Review*, vol. 86, 1992, p. 597-611.
- Nadeau, Richard et André Blais, «Explaining Election Outcomes in Canada: Economy and Politics», *Revue canadienne de science politique*, vol. 26, 1993 p. 775-790.
- Pinard, Maurice, *The Rise of a Third Party*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1971.
- Pinard, Maurice et Richard Hamilton, «Les Québécois votent NON: le sens et la portée du vote», dans Jean Crête (dir.) *Comportement électoral au Québec*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1984.
- Price, Simon et David Sanders, «Modeling Government Popularity in Postwar Britain: A Methodological Example», *British Journal of Political Science*, vol. 37, 1993, p. 317-334.